CONCLUSIONS

Mme Gaëlle DUMORTIER, rapporteur public

SUD Education 34 et autres vous demande d'annuler le décret du 11 septembre dernier qui a créé à compter du 1^{er} janvier 2015 l'université de Montpellier par fusion des universités Montpellier-I et Montpellier-II. Leur référé suspension a été rejeté le 4 novembre dernier pour défaut d'urgence.

Les requérants soutiennent que le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université Montpellier II n'a pas été consulté régulièrement et que cette irrégularité ne peut être lavée par votre jurisprudence d'assemblée du 23 décembre 2011 *Danthy*.

La convocation du comité quatorze jours avant la séance, au lieu des quinze jours requis par l'article 57 du décret du 28 mai 1982 – dont les dispositions avaient à la date du texte attaqué été transférées à l'article 74 -, délai qui ne se compte pas en jours ouvrés, n'emporte pas par elle-même irrégularité de la consultation dès lors qu'elle n'a pas fait obstacle à ce qu'il puisse se prononcer en toute connaissance de cause, les pièces du dossier établissant qu'il a disposé de suffisamment d'informations et de documents, pour ce faire – voyez en ce sens le précédent du 17 mai 2006 *syndicat national CFTC des personnels du ministère chargé de l'agriculture* n° 274629 aux Tables p. 700.

Les requérants soutiennent que ce n'est pas sur le projet de statuts que le comité d'hygiène devait être consulté mais pour donner un avis en vue d'améliorer les conditions de travail et de sécurité. Vous avez toutefois jugé le 2 juillet dernier par une décision *association autonome des parents d'élèves de l'école Emile Glay* n° 367179, qui sera publiée au recueil, qu'une question ou un projet n'a à être soumis au comité d'hygiène que si le comité technique ne doit pas lui-même l'être, le comité d'hygiène pouvant toujours dans le cas où il doit être consulté, tout comme l'administration elle-même, saisir le comité d'hygiène de toute question qu'il juge utile de lui soumettre. En l'occurrence, la consultation du comité technique était obligatoire, en sorte que celle du comité d'hygiène ne l'était pas, et ce n'est pas le comité technique mais l'administration qui a décidé de consulter le comité d'hygiène. Dès lors qu'il s'agissait d'une consultation facultative, l'administration pouvait librement délimiter le champ de la question soumise. Et dès lors que ce n'est pas par le comité technique que cet avis du comité d'hygiène avait été demandé, l'avis du comité d'hygiène n'avait pas à être préalable à l'avis du comité technique.

Dans le cadre de cette consultation, le comité d'hygiène pouvait certes, comme il l'a fait, demander au président de faire appel à un expert agréé sur le fondement de l'article 55 du décret, qui prévoit cette possibilité en cas de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail. Mais le même article prévoit lui-même que l'administration puisse refuser une telle demande, par une décision motivée communiquée au comité d'hygiène, et qui ne saurait donc par soi-même constituer une irrégularité de procédure. En outre, vous avez déjà jugé qu'une fusion d'établissements pouvait ne pas entraîner de transformation importante des conditions de travail (17 juin 2014 *syndicat autonome de la santé en Martinique* n° 363216 à mentionner aux Tables, s'agissant de la création d'un nouveau centre hospitalier régional par fusion de trois centres), et le raisonnement pourrait être transposable en l'espèce à la condition posée à l'article 55.

Le moyen tiré de ce que la procédure de consultation du comité d'hygiène méconnaît l'obligation de sécurité de résultat de l'employeur n'est pas assorti des précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé.

Enfin, sur le fond, les dispositions de l'article 7 du décret prévoyant qu'à titre transitoire, le comité technique et la commission paritaire d'établissement sont, jusqu'à l'installation des organes devant être élus par le personnel fusionné, constitués par l'addition des instances existant jusqu'alors dans les deux universités ne sont pas illégales. Elles ne s'inscrivent nullement dans le cadre d'une expérimentation telle que prévue à l'article L. 711-4 du code de l'éducation, mais dans le cadre de dispositions transitoires, auxquelles il est inhérent de comporter une part raisonnable de dérogation, légale pourvu qu'elle soit temporaire, et qui n'ont pas à être permises par la loi puisqu'elles sont obligatoires pour assurer le principe de sécurité juridique.

Par ces motifs nous concluons au rejet de la requête.